

Volontaires!

www.afev.org

LE JOURNAL DE L'ENGAGEMENT SOLIDAIRE

N°29 | JANV. AVRIL. 2012

→ DOSSIER SPÉCIAL OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE



Jeunes et inégalités : le grand défi de 2012

Chaque année, depuis 2009, l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire propose une étude sur le regard de la société française sur ses jeunes

Les jeunes : un problème pour les Français ?



Par **THIBAUT RENAUDIN**
Secrétaire national de l'Afev

L'Afev vient de rendre public son dernier Observatoire de la jeunesse solidaire, sur le rapport qu'entretiennent les Français avec leurs jeunes. Pour la quatrième année consécutive, ce rapport nous donne matière à débat et, pour notre mouvement, matière à interpellation de ceux qui aspirent à occuper les plus hautes fonctions électives de notre Pays. En dehors du contexte électoral dans lequel est réalisé ce sondage, il fait écho à un autre sondage, celui d'Ipsos/Logica Business Consulting réalisé pour le journal Le Monde en novembre 2011. Nous y apprenions que les Français interrogés percevaient les jeunes comme étant intolérants (53%), égoïstes (63%), paresseux (53%), et pas engagés (64%). Cette étude très commentée, avait eu un large écho dans le monde associatif en général et au sein des mouvements d'éducation populaire en particulier, qui n'y voyaient que partiellement le reflet de leur vécu quotidien au contact des Français, jeunes et moins jeunes.

Le sondage Afev-Audirep-Fondation BNPP de ce mois de mars, illustre encore différemment le rapport que peuvent avoir les Français avec leurs jeunes. Quels en sont les enseignements majeurs ?

En premier lieu, il est nécessaire de préciser qu'il n'y a pas UNE jeunesse de France, mais plusieurs ! Elles vivent et subissent des phénomènes bien différents, et les Français interrogés les différencient, car si ils ont très majoritairement une image positive des jeunes en général à 75%, ils sont 57% à avoir une image négative des jeunes des quartiers populaires. Dramatique constat pour nos jeunes de ces quartiers « abandonnés » par

“ Nos concitoyens ont très majoritairement confiance en leur jeunesse, ils identifient clairement les fortes inégalités qui divisent notre société

la République, qui subissent une double voire triple peine que nous n'avons de cesse de dénoncer. Échec scolaire massif, taux de chômage vertigineux auxquels vient en plus se greffer une image dégradée chez une majorité de Français.

Cependant, le deuxième enseignement voit émerger une très forte volonté de

huit Français questionnés sur dix de voir s'appliquer des politiques publiques en faveur de la réduction des inégalités entre les jeunes.

Troisième enseignement, dans le cadre de l'élection présidentielle prochaine, près de sept français sur dix indiquent que la priorité accordée aux enjeux liés à la jeunesse pèsera dans leur choix de candidat.

Tout est donc réuni dans notre pays pour changer ce qui apparaît en Europe comme une exception française ! Nos concitoyens, ont très majoritairement confiance en leur jeunesse, ils identifient clairement les fortes inégalités qui les séparent, ils souhaitent la réalisation de politiques publiques ambitieuses en ce sens, en matière d'emploi, d'éducation... Et ils disent que leur vote dépendra beaucoup de cette question.

Mesdames et Messieurs les candidats à l'élection présidentielle, le combat pour l'égalité est plus que jamais de mise et plus singulièrement encore pour les jeunes de France. La balle est désormais dans votre camp, les électeurs vous attendent à ce rendez-vous de l'avenir, pour construire « une démocratie des semblables » à égalité de droit et de dignité, comme nous invitait déjà à le faire De Tocqueville.

→ CITOYENNETÉ

PACTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

ÉCHEC SCOLAIRE, UN PACTE QUI MOBILISE

PAGE 2

→ ANALYSE

observatoire de la jeunesse solidaire

LES REGARDS CROISÉS DE CANDIDATS, DE JEUNES ET D'EXPERTS

PAGE 3

→ INITIATIVE



FOCUS SUR L'ACTION D'UN VOLONTAIRE

PAGE 7

→ ÉVÈNEMENT



L'AFEV FÊTE SES 20 ANS D' ACTIONS

PAGE 8

ET AUSSI

- LA PAROLE DES JEUNES P. 6
- LE POINT DE VUE D'ALTER NATIVES ÉCONOMIQUES P. 6
- FOCUS SUR UN PROJET TAQ P. 7

AFEV ★★

CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES DEPUIS 1992
www.afev.org

L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (Afev) est une association d'éducation populaire créée en 1991 qui mobilise des étudiants bénévoles pour réaliser des actions d'accompagnement individualisé dans les quartiers défavorisés. Avec 7 500 bénévoles, 10 000 enfants suivis et 330 quartiers d'intervention, l'Afev est le plus important réseau national d'intervention de jeunes solidaires.

→ CAUSE

ÉCHEC SCOLAIRE, UN PACTE QUI MOBILISE

PACTE CONTRE
L'ÉCHEC
SCOLAIRE

PARLEMENTAIRES, ÉLUS LOCAUX, ACTEURS ASSOCIATIFS, CITOYENS : PRÈS DE 7000 PERSONNES SE SONT DÉJÀ MOBILISÉES DERRIÈRE L'AFEV

Le 12 janvier dernier, l'Afev lançait avec une cinquantaine de personnalités son Pacte contre l'échec scolaire. Grâce à une couverture médiatique conséquente, l'initiative a déjà rassemblé 7 000 signataires, dont plus d'une centaine d'élus locaux et une trentaine de parlementaires, dont le président de l'Assemblée Nationale.

Trois candidats à l'élection Présidentielle se sont déjà prononcés : Eva Joly et François Hollande ont signé le pacte, et François Bayrou soutient la démarche. Avec la signature de ces différents candidats, une première étape de la vie du pacte vient de s'achever. Nous entamons une nouvelle séquence au cours de laquelle nous entendons renforcer nos liens avec les

parlementaires qui soutiennent le pacte ainsi que les partis politiques qui accompagnent la démarche, et ce, afin d'envisager avec eux la traduction législative des propositions que nous formulons dans le pacte.

De nouvelles associations ont également rejoint les premiers signataires : DEI-France, l'UNAF, les CEMEA, Le RFVE, La FEP CFDT, l'ICEM ou encore Aide et Action.

Avec le soutien de ces organisations, et avec le relai des centaines d'acteurs de la vie politique et associative déjà signataires du Pacte, l'Afev entend poursuivre la mobilisation contre l'échec scolaire.

MAGALI DE EXPOSITO

→ RENCONTRE



TOUT PASSE PAR L'ÉDUCATION

TANIA YOUNG, JOURNALISTE SUR FRANCE 3, EST L'UNE DES 50 PERSONNALITÉS QUI ONT CONTRIBUÉ AU LANCÉMENT DU PACTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE.

Volontaires ! Pourquoi avez-vous décidé de soutenir le Pacte contre l'échec scolaire ?

T.Y. Je trouve évidemment important de s'intéresser à ce sujet : tout passe par l'éducation. Et surtout, je crois qu'il est possible d'agir : des actions menées sur le terrain permettent d'améliorer la situation des jeunes en échec scolaire. L'action de l'Afev en est un exemple. Alors mobilisons-nous !

V. Qu'est-ce qui vous semble intéressant dans l'accompagnement proposé par les bénévoles de l'Afev ?

A.R. Ce qui me semble plus intéressant, c'est que cet accompagnement va au-delà des devoirs pour s'intéresser au développement personnel des jeunes. Cela nous ramène à l'échec scolaire : on se rend compte que ce qui

se passe à l'école, n'explique pas tout, il faut aussi comprendre les autres problèmes que peut connaître le jeune concerné, comprendre dans quel monde il vit.

V. En tant que journaliste, quel rôle éducatif accordez-vous aux médias ?

T.Y. Les médias ont incontestablement un rôle éducatif, et certains s'en acquittent d'ailleurs très bien – je pense à la webTV éducative de France 5. La vidéo est un support excellent éducatif. Pour prendre un exemple tout personnel, je ne me suis jamais autant intéressé à l'histoire que quand notre professeur nous diffusait des films... Je crois aussi qu'éduquer c'est ouvrir l'esprit, faire découvrir de nouveaux horizons. C'est ce que nous essayons de faire avec « Faut pas rêver ».

PAUL FALZON MONFERRAN

Stéphane Hessel, Boris Cyrulnik, François Dubet... Retrouvez les 50 personnalités qui soutiennent le pacte contre l'échec scolaire sur www.pacteechecscolaire.org

« LE CHOIX D'UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE »

SIGNATAIRE DU PACTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE, ANOUSHEH KARVAR, SECRÉTAIRE NATIONALE DE LA CFDT FAIT PART DE SON ENGAGEMENT POUR UNE ÉCOLE MOINS INÉGALITAIRE, ADAPTÉE AUX BESOINS DE TOUS LES ÉLÈVES.

Le système éducatif français est l'un des plus inégalitaires : favorable aux bons élèves, il est impitoyable pour les autres. Entre les deux, les écarts se creusent. La CFDT, pour qui la lutte contre les inégalités est une priorité, fait le choix d'une école émancipatrice, et affirme qu'elle a un rôle d'intégration et d'ascenseur social primordial à jouer. (...) Il s'agit de transformer l'école en un lieu qui permette à chacun et à chacune de s'émanciper, de réussir, d'envisager l'avenir avec confiance et de s'intégrer sereinement sur le marché du travail. L'Afev, forte de son expérience d'accompagnement scolaire au plus près du terrain et d'échanges quotidiens avec parents et élèves en difficulté, a énoncé dans ce pacte trois priorités mobilisatrices pour lutter contre l'échec scolaire : en finir avec l'amalgame effort et souffrance, réinventer le collège unique, et pour une orientation choisie en filière professionnelle. Nous partageons ce constat et ces priorités. (...) Mis à

mal aujourd'hui, le collège est le lieu d'expression de la fracture éducative : les écarts de réussite comme les inégalités sociales s'y renforcent. Trop d'élèves y sont en souffrance, et peinent parfois à discerner le sens des efforts qui leur sont demandés. Ce malaise repose à la fois sur la grande difficulté du collège à s'adapter à tous ses publics et sur la confusion de ses objectifs. Plutôt que de sélectionner les élèves dès le collège, et d'admettre qu'une partie puisse le quitter avant la fin de la scolarité obligatoire, la CFDT, au contraire, réaffirme la nécessité d'un collège unique, un collège pour tous permettant la réussite de chacun. Il faut adapter l'outil à son objectif et rendre effectif le droit à l'éducation. Cela passe par une individualisation de l'approche pédagogique, par l'acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences, pour ne plus laisser aucun jeune quitter le système scolaire sans les ressources suffisantes pour accéder à un emploi ou poursuivre une formation. (...)

Inscrite dans une démarche de transformation sociale, la lutte contre l'échec scolaire est une étape fondamentale dans notre combat collectif pour un développement économique en faveur des emplois de qualité, pour des politiques de revenus réduisant les disparités salariales, et pour un marché du travail moins dépendant de la hiérarchie des diplômes scolaires.

Parce que la lutte contre l'échec scolaire est un combat pour l'égalité, pour la cohésion sociale et la qualité des emplois de demain, elle est bien un combat syndical dans lequel la CFDT prend toute sa place. C'est pour cette raison fondamentale qu'elle soutient l'initiative portée par l'Afev, en coopération avec l'ensemble de la société civile.

→ INITIATIVE

DONNER AUX UNIVERSITÉS TOUTE LEUR PLACE DANS LA SOCIÉTÉ

L'AFEV ET L'UNICEF FRANCE ONT DÉCIDÉ DE S'ASSOCIER POUR PROMOUVOIR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES UNIVERSITÉS.

Depuis plusieurs années, la responsabilité sociale des universités (RSU) est un enjeu prioritaire pour l'Afev : lieux de diffusion majeurs de la connaissance, notamment auprès des jeunes des quartiers populaires, les universités sont un acteur majeur de la démocratisation du savoir et de la lutte contre les inégalités éducatives. Aujourd'hui, un partenariat avec Unicef France permet à la RSU de franchir un nouveau cap : un Observatoire dédié à cette problématique va permettre de mener des actions de sensibilisation à la RSU auprès des établissements d'enseignement supérieur, de servir de lieu d'échange des bonnes pratiques, de faire connaître les opérations les plus innovantes, de valoriser les

démarches menées en termes de reconnaissance de l'engagement des étudiants dans le domaine de la RSU comme un élément positif de leur parcours ou encore de prendre des initiatives pour promouvoir le concept de la RSU. D'autres organisations ont déjà décidé de soutenir la création de cet observatoire : l'Association des Régions de France (ARF), l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), la Conférence des Présidents d'Universités (CPU), et la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN).

→ www.orsu.fr

Le 16 mars 2012, un séminaire sur la RSU se tenait à Paris dans le cadre des rencontres universités-entreprises



observatoire
de la jeunesse
solidaire

JEUNESSES ET INÉGALITÉS : LE GRAND DÉFI DE 2012

Un sondage **exclusif**



UNE JEUNESSE AU COEUR DES DÉBATS ?

À la veille des élections présidentielles, l'Afev et Audirep poursuivent leur démarche auprès des Français et mettent un accent particulier sur les inégalités entre les jeunes.

Selon les Français, quelle place doit être accordée à la jeunesse dans le débat politique ? Quelles mesures leur paraissent nécessaires afin d'améliorer la condition

des jeunes ? Comment réduire les inégalités entre les membres d'une même génération ?

Si les résultats des enquêtes des années 2009 et 2010 démontraient une forte ambivalence de notre société envers sa jeunesse, ceux de l'année 2011 révélaient une volonté affirmée de voir les questions de jeunesse au cœur des débats, notamment dans les programmes

politiques des candidats aux présidentielles de 2012. En effet, 70 % des Français estiment que la priorité accordée aux enjeux liés aux questions de jeunesse pèsera fortement sur leur choix de candidat. Ils sont également 8 sur 10 à considérer que les politiques publiques ont un rôle à jouer dans la réduction des inégalités sociales entre les jeunes.

80%

des Français considèrent que les politiques publiques ont un rôle à jouer dans la réduction des inégalités sociales entre les jeunes.

Seuls 4 Français sur 10 ont une image positive des jeunes des quartiers populaires.

4/10

70%

des Français, estiment que la priorité accordée aux enjeux liés à la jeunesse pèsera lourdement dans leur choix de candidat.

UNE ASPIRATION À L'ÉGALITÉ !

L'image plutôt positive des jeunes dans la société est une réalité ancrée dans l'esprit des Français; entre 2011 et le sondage réalisé en ce début d'année, ces derniers conservent une image positive de la jeunesse française (75%).

En revanche, cette étude met en évidence une vision discriminante des jeunes des quartiers populaires qui ne vont pas profiter de cette perception positive (près de 57% des interrogés en ont encore une image négative). Les Français associent ces jeunes à la délinquance et au fait qu'ils ne respectent pas assez les règles. Cette polarisation de la jeunesse, mise en lumière par les résultats de l'étude 2011, souligne encore le fait que les Français ne connaissent pas et ne côtoient pas ces jeunes.

Néanmoins, les Français considèrent que les jeunes n'ont pas tous les mêmes chances de réussir socialement et doivent faire face à ces inégalités liées à leur origine sociale, puis renforcées lors de la scolarisation (cf résultats 2011). Ainsi, aujourd'hui 4 Français sur 10 considèrent que les jeunes n'ont pas du tout les mêmes chances de réussir socialement et que ces inégalités se sont creusées pendant ces 10 dernières années.

Dans ce constat, rentre en ligne de compte le rôle des politiques publiques menées en faveur de la jeunesse : plus de deux tiers des sondés ont le sentiment que les politiques publiques menées ces dix dernières années n'ont pas véritablement rempli leur rôle. Ils gardent en mémoire, pour une minorité d'entre eux, les efforts en matière d'insertion professionnelle et ceux concernant l'amélioration de la vie locale.

Quelles sont les attentes des Français dans ces domaines ? Spontanément, ils déclarent que des actions pour favoriser les embauches et donner plus de moyens à l'Éducation nationale sont pour eux deux points clés à mettre en œuvre en matière de politiques publiques.

Au final, dans le cadre de l'élection présidentielle à venir, les enjeux liés à la jeunesse pèseront, pour les Français, lourdement dans le choix du candidat.

FRANCOIS PERRIN

Méthodologie

Étude réalisée du 1er au 7 février 2012, par téléphone, sur système CATI (Computer Assisted Telephone Interviews) auprès d'un échantillon national de 1 000 individus, représentatifs de la population française, âgés de 15 ans et plus.

PROFIL DE L'ÉCHANTILLON :

SEXE :

Hommes 48 %
Femmes 52 %

ZONE D'HABITAT :

Centre-ville 33 %
Zone péri-urbaine 28 %
Milieu rural 39 %

AGE :

15-24 ans 16 %
25-34 ans 18 %
35-49 ans 27 %
50-64 ans 20 %
+ de 65 ans 19 %

CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE :

CSP + 19 %
CSP - 47 %
Inactifs 34 %

RÉGION UDA :

Ile de France 18 %
Nord 7 %
Ouest 23 %
Est 18 %
Sud-Est 23 %
Sud-Ouest 11 %

→ POINT DE VUE DE CANDIDATS



JE SAIS L'ÉNERGIE ET LA VOLONTÉ DES JEUNES

FRANÇOIS HOLLANDE, CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE.

Afev Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

François Hollande Nous devons changer le qu'une partie de notre pays porte effectivement sur les jeunes des quartiers populaires. La politique menée par le président sortant pendant 5 ans a eu pour effet de les stigmatiser, de les malmenier, de les fragiliser, d'aggraver les tensions et de créer une véritable fracture entre la société et ses jeunes, et entre les jeunes eux-mêmes. C'est une logique de division qui est à l'opposé du projet que je développe pour la France. Certains entretiennent la méconnaissance, qui nourrit la méfiance et les peurs. Ils en jouent dangereusement. Je veux au contraire faire émerger l'espoir. Je sais l'énergie et la volonté des jeunes de France, qu'ils habitent nos centres urbains, nos quartiers populaires ou nos campagnes. Ils créent, innovent et ne demandent qu'une chose : pouvoir construire leur vie, travailler et être utiles à leur pays. Pour redresser la France, nous avons besoin de toutes les forces de la Nation. Redonner une vision, engager une solidarité, garantir une unité : tels sont les enjeux des votes des 22 avril et 6 mai prochains.

Afev Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

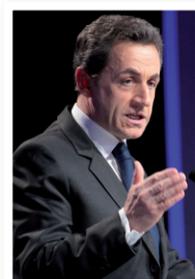
FH Mes deux grandes priorités seront l'éducation et l'emploi. L'éducation, parce que c'est par là que tout doit commencer. Je passerai un nouveau pacte éducatif avec la nation. J'accorderai une attention toute particulière à l'école primaire et à l'accueil des moins de trois ans en maternelle, car c'est dans les premières années que se joue la lutte contre l'échec scolaire.

Je redonnerai à l'Éducation nationale les moyens d'assurer ces missions en y créant 60 000 postes en cinq ans : des enseignants bien sûr, mais aussi des infirmières scolaires, des éducateurs, des surveillants... Il s'agit d'amener demain 100 % d'une génération à une qualification : plus aucun jeune de 16 à 18 ans ne doit être laissé sans solution. Ce pourra être l'emploi, l'apprentissage, l'éducation ou le service civique. A l'université, trop de jeunes échouent dans les premières années : les premiers cycles universitaires seront réformés. Enfin, pour permettre à chacun de se former, je mettrai progressivement en place une allocation d'étude et de formation sous condition de ressources. Mon second engagement pour la jeunesse sera celui de l'emploi. J'engagerai dès l'été la création des emplois d'avenir qui permettront à 150 000 jeunes de mettre le pied à l'étrier, en priorité dans les quartiers populaires. Je lancerai le contrat de génération, qui favorisera l'embauche en CDI d'un jeune tout en œuvrant au maintien d'un senior dans l'emploi.

Afev La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections

présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

FH Les difficultés auxquelles sont confrontés les habitants des quartiers populaires sont proches de celles des hommes et des femmes qui vivent dans d'autres territoires délaissés, en particulier dans la grande ruralité : manque d'accès aux services publics, à l'emploi, à la santé, à la sécurité, aux transports, à la culture, aux loisirs... S'ajoute à ce constat, pour les quartiers populaires, une particularité que nous combattons âprement : les discriminations dont sont victimes de nombreux compatriotes et d'étrangers du fait de la couleur de leur peau ou de leur accent, et qui sont autant de violences et d'humiliations quotidiennes inacceptables. J'engagerai donc une politique globale pour restaurer une réelle égalité entre tous les territoires de la République. Dans le même temps, je mènerai une grande politique de lutte contre toutes les discriminations. Il ne doit plus y avoir plusieurs catégories de citoyens, mais une France unie et riche de sa diversité. J'ai eu l'occasion de rencontrer des habitants de Bonneuil et d'Evry, des associations et des collectifs comme l'AFEV ou AC le Feu. Tous me disent la même chose : ce dont ont besoin nos quartiers, où bat fort le cœur de la France, ce n'est pas d'un énième plan Marshall, de faveurs particulières ou de notre charité. Ils attendent simplement que soient véritablement appliqués les principes d'égalité, de justice et de respect. C'est ce à quoi je m'engage.



LE PROBLÈME, C'EST L'ÉCHEC SCOLAIRE

NICOLAS SARKOZY, CANDIDAT DE L'UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE.

Afev Il existe un fort décalage entre la perception qu'ont les Français des jeunes en général et celle qu'ils ont des jeunes des quartiers populaires. Qu'en pensez-vous ?

Nicolas Sarkozy Les jeunes des quartiers populaires souffrent d'un double handicap. Non seulement ils sont confrontés aux difficultés objectives – économiques, sociales, scolaires – qui frappent ces territoires, mais en plus ils sont victimes de la réputation dégradée de leurs quartiers, qui aggrave leur problème d'insertion dans la société. C'est un véritable cercle vicieux.

Pour briser cette logique, il faut rappeler inlassablement cette évidence : l'immense majorité des jeunes des « quartiers » ne demandent qu'à s'en sortir et à réussir comme tout le monde ! Et ils ont, en moyenne, davantage de mérite que les autres. Au cours de ma vie, j'ai rencontré tant de ces jeunes qui m'ont impressionné par leur force de caractère.

Leur réussite, ils la doivent avant tout à eux-mêmes, même si rien souvent n'aurait été possible sans le soutien de leur famille, de leurs professeurs, ou encore de bénévoles d'associations comme l'AFEV, qui fait un travail remarquable.

Je ne tombe pas pour autant dans l'angélisme. Je n'ignore pas l'existence de cette minorité qui a choisi de rendre la vie des habitants de ces quartiers impossibles : à son comportement je ne veux trouver aucune excuse.

Afev Ce sondage laisse à penser que les politiques menées en faveur de la jeunesse souffrent d'un manque de visibilité. Cependant, les attentes des français sont fortes, notamment en termes d'éducation et d'emploi. Quelle est la mesure forte que vous souhaitez mener en faveur des jeunes ?

NS La politique en faveur de la jeunesse ne peut se résumer à une mesure. Si je suis réélu, je ferai de l'éducation la priorité de mon second quinquennat : l'école a besoin, dans le sillage de ce que nous avons fait pour les universités depuis 2007, d'une profonde modernisation. L'éducation nationale doit enfin prendre la mesure de la diversification du public qu'elle accueille. Pour cela, elle doit rompre avec cette uniformité de traitement,

qui à mon sens a été ravageuse pour des générations d'élèves. L'École doit développer des pédagogies différenciées, être plus attentive à la personne de chaque élève. Les missions du professeur doivent être redéfinies : parce qu'aujourd'hui instruction et éducation ne sont plus séparables.

C'est pourquoi, j'ai proposé que les professeurs soient plus disponibles pour les élèves et leurs familles au-delà des heures de cours. Il y aura des contreparties : les salaires seront considérablement revalorisés, et chaque enseignant disposera à terme d'un bureau dans l'établissement.

Afev La question des quartiers populaires est peu abordée dans les débats politiques en cette année d'élections présidentielles, quelle action souhaitez-vous vous engager en la matière ?

NS Il est très souvent question de discrimination quand on parle des quartiers populaires. Le phénomène existe, c'est indéniable. Ce n'est pourtant pas le cœur du problème. Ces dernières années, les mentalités ont beaucoup évolué. L'échec de l'expérimentation du CV anonyme est à cet égard éclairant : il montre que la plupart des employeurs ont envie de donner leurs chances aux jeunes des quartiers.

Le problème est ailleurs et il est, en un sens, plus grave : c'est l'échec scolaire, c'est le niveau insuffisant de qualification auquel les jeunes des quartiers parviennent à l'issue de leur scolarité. Cela fait une raison de plus pour faire de l'éducation la première des priorités.

Je mise beaucoup sur le développement de l'autonomie des établissements – dès le primaire – pour améliorer les choses : il s'agit de faire en sorte que puissent se constituer, en priorité dans les zones difficiles, des équipes de professeurs expérimentés, motivés et soudés au service des élèves.

Je crois également à la poursuite des chantiers que nous avons engagés en matière d'égalité des chances : l'accompagnement éducatif au collège, qui offre à tous les « orphelins de 16 heures » un système d'études dirigées qu'il nous faut encore perfectionner ; les cordées de la réussite, qui permettent de nouer des partenariats entre lycées d'éducation prioritaire et grandes écoles ; sans oublier l'augmentation du nombre de places dans les internats d'excellence.



il n'existe pas une jeunesse homogène mais bien une multitude de jeunes avec des aspirations, des parcours, des capacités différentes.

EVA JOLY, CANDIDATE EE-LV



La solidarité est une valeur à promouvoir, surtout à l'égard des populations les plus exposées aux risques de la vie.

FRANÇOIS BAYROU, CANDIDAT DU MODEM



Une politique en faveur de la jeunesse est une politique qui trace un avenir, qui redonne du souffle au pays.

FRANÇOIS COCQ, REPRÉSENTANT LE FRONT DE GAUCHE



TRAITER LES JEUNES, COMME LES AUTRES CITOYENS

ANNA STELLINGER, DIRECTRICE DU SWEDISH INSTITUTE FOR EUROPEAN POLICY STUDIES (SIEPS – INSTITUT SUÉDOIS D'ÉTUDE DES POLITIQUES EUROPÉENNES).

Afev Dans votre article *La politique de jeunesse en Suède : caractéristiques et fondements* paru en décembre 2010 dans la revue *Politiques sociales et familiales*, vous parlez de « la jeunesse comme ressource. » Cette façon de la considérer est-elle propre à la Suède ?

Anna Stellingner Très tôt, en Suède, nous avons choisi de parler de la jeunesse en ces termes, alors que dans d'autres pays, dont la France, on continue de la considérer soit comme une victime à protéger, soit comme une menace dont on souhaite se protéger. Notre projet de loi gouvernemental de 2004 juxtaposait dix-huit fois les deux termes : selon ce document, la jeunesse constitue une ressource « pour la société », « dans tous les champs d'action des municipalités », « pour la coopération internationale », « pour le développement de la société et la croissance », etc. Une société ne donnant pas à sa jeunesse suffisamment de liberté pour se développer passe à côté de quelque chose – et notamment, de ce qu'elle pourrait devenir demain.

Afev Quelle est la conséquence de ces deux principes ?

AS Il faut permettre aux jeunes d'entrer en politique, dans les entreprises, dans les médias, de s'épanouir comme de jeunes pousses, se demander comment changer, faire évoluer les structures pour qu'ils s'épanouissent en leur sein. Ici, ces principes constituent un consensus partagé par tous les acteurs publics.

Afev Comment ceci s'illustre-t-il ?

AS Nous avons par exemple des secrétaires d'Etat de moins de quarante ans, des parlementaires plus jeunes encore. Il n'est pas question ici de jeunisme, mais d'un souhait d'assurer la complémentarité entre générations ! Ce n'est pas aux jeunes de s'adapter aux partis politiques, mais l'inverse. D'ailleurs, un parti sans jeune,

essentiellement composé d'hommes de 55 ans ou plus, paraîtrait ringard en Suède

Afev Et au niveau des politiques publiques ?

AS On ne traite pas les jeunes séparément : un volet « jeunesse » existe pour chaque dossier traité par chaque Ministère, un Ministre en charge de la politique de jeunesse assurant la coordination. Chaque membre du gouvernement est co-responsable de l'intégralité de la politique de jeunesse, une intersectorialité qui fonctionne depuis des décennies.

Afev Les problématiques de jeunesse sont-elles donc traitées « à part » ?

AS Non. Nous essayons de traiter les jeunes comme les autres citoyens. Pour autant, avec la crise actuelle, il n'est pas exclu que des programmes spécifiques les visant soient développés. Il faut éviter à tout prix une génération perdue, dont le prix à payer serait lourd et durable pour toute la collectivité, et permettre aux jeunes de devenir citoyens, contribuables dans de bonnes conditions.

Afev Et les conséquences de ces principes à l'œuvre en Suède ?

AS Ici, la jeunesse croit en son avenir, puisque la société l'accueille et que le fossé entre ses attentes et ce qu'elle reçoit est ténu. Le passage à la vie adulte est aussi moins compliqué, grâce notamment au prêt étudiant remboursable (mille euros par mois pendant une période allant jusqu'à six ans) qui assure aux jeunes une réelle autonomie vis-à-vis de leurs parents, tout en les responsabilisant dans leur cursus universitaire (le prêt est conditionné au passage des contrôles continus semestriels.) Mes parents en ont bénéficié, moi aussi. Et je ne serais sans aucun doute jamais parvenu à mon poste actuel sans ce système.

INTERVIEW DE FRANÇOIS PERRIN



IL FAUT INSÉRER DE LA SOUPLESSE

OLIVIER GALAND, SOCIOLOGUE, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS, DIRECTEUR DU GROUPE D'ÉTUDE DES MÉTHODES D'ANALYSE SOCIOLOGIQUE (GEMASS)

Afev Que vous inspirent les résultats de notre enquête ?

Olivier Galland Ces chiffres sont plutôt positifs pour l'image de la jeunesse, puisque trois quarts des Français semblent avoir une image positive de cette dernière. Or les jeunes pensent souvent, à tort, que la société a une mauvaise image d'eux. Il n'y a pas non plus de conflit de génération particulièrement marqué : je suis frappé, à la lecture des résultats décomposés par classe d'âge, de constater que les jeunes eux-mêmes partagent souvent des opinions comparables à celles de leurs idées.

Afev Comment expliquez-vous ce décalage de perception entre l'ensemble des jeunes et ceux des quartiers populaires ?

AS L'explication la plus couramment mobilisée, et qui m'apparaît un peu facile, voire angéliste, consiste à affirmer que les seconds sont présentés de manière très négative par les médias. Certes, ils font l'objet d'une surexposition médiatique, et parmi eux en particulier ceux qui se distinguent par des conduites délinquantes, condamnables, etc. Pour autant, les comportements des jeunes ont indéniablement changé depuis trente ou quarante ans. C'est ce que remarquait François Dubet dans *La galère, jeunes en survie* (Fayard, 1971), le premier ouvrage consacré à cette jeunesse. Les « banlieues rouges » d'autrefois ont disparu, ces villes ou quartiers développant des formes de socialisation de la jeunesse cohérentes, une forme d'intégration. Rejetée au même moment par l'école et le marché du travail, une partie de la jeunesse issue des quartiers populaires s'est donc désocialisée. En outre, les mécanismes de socialisation familiale ont également évolué, dans un sens que l'on pourrait schématiser ainsi : les mécanismes verticaux, des parents aux enfants par exemple, se sont affaiblis, tandis que les mécanismes horizontaux, par les pairs, se sont renforcés. Avec pour conséquence une coupure plus

grande, tant sociale que culturelle, voire un repli identitaire des jeunes sur la culture et les valeurs propres à une classe d'âge... voire, encore, une radicalisation, et la montée d'une méfiance forte vis-à-vis du fonctionnement même de la démocratie.

Afev Chez tous les jeunes des quartiers ?

AS Non. Quand on rencontre cette jeunesse, on se rend rapidement compte qu'une réelle diversité existe en son sein, et que la plus grande partie souhaite s'intégrer, et accéder à la reconnaissance. Il existe un vrai clivage entre ceux qui ont une vraie demande de reconnaissance et ceux qui y ont renoncé.

Afev Les personnes interrogées sont 8 sur 10 à estimer que les politiques publiques ont un rôle à jouer dans la réduction des inégalités...

AS Les gens sont lucides. Depuis qu'il existe des politiques publiques en direction de la jeunesse – je pense en particulier au Pacte pour l'emploi des jeunes de Raymond Barre, en 1977 -, le taux de chômage est resté à peu près constant. Sur la baisse du chômage des jeunes, et de l'écart entre ce dernier et celui de la population entière, l'impact de ces mesures a été pour ainsi dire nul. Ce problème d'efficacité provient du fait qu'on a souvent préféré cibler l'accompagnement ou l'encadrement plutôt que la réintégration. Or pour améliorer réellement la situation, il faudrait des réformes structurelles sur l'école et sur le marché du travail.

INTERVIEW DE FRANÇOIS PERRIN

Pour aller + loin

PARUTIONS

- *Politiques Publiques de jeunesse en Europe* dossier coordonné par Annie Oberti, avec la collaboration de Jean-Pierre Halter et Jean-Charles Lagrée, *Agora Débats / Jeunesses* n°42

- *La Machine à trier*, Pierre Cahuc, Stéphane Carcillo, Olivier Galland, André Zylberberg, 2011

- *Les jeunesses face à leur avenir* - Une enquête internationale, Anna Stellingner 2008

« Les Français, les jeunes, la présidentielle »

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DES ENTRETIENS SUR NOTRE SITE

WWW.JEUNESSESOLIDAIRE.ORG

Le point de vue d'Alternatives Économiques

« Beaucoup aiment la jeunesse en général, mais beaucoup moins les jeunes en particulier »

L'amour de l'humanité dispense parfois d'aimer les hommes, déplorait Albert Camus à propos d'une conception abstraite de l'humanitarisme. Et si c'était un peu la même chose avec la jeunesse ? Beaucoup aiment la jeunesse en général, mais beaucoup moins les jeunes en particulier, ou en tout cas pas tous les jeunes. C'est toute l'ambiguïté qui ressort de la récente étude de l'Afev : 75% des sondés ont une image positive de la jeunesse en général, mais 57% en ont une négative des « jeunes issus des quartiers populaires ». Dans le même temps, 81% des sondés pensent que les inégalités entre les jeunes se sont creusées et 78% que les politiques publiques devraient avoir à cœur de les réduire. Mais l'inégalité entre les jeunes issus des quartiers populaires et les autres n'est-elle pas justement l'une des principales inégalités qui traversent la jeunesse actuelle ?

Les résultats de cette étude viennent ainsi confirmer une tendance désormais bien installée : le regard porté aujourd'hui par la société sur ses jeunes est mêlé d'empathie et de sévérité. Empathie tout d'abord : les difficultés rencontrées par les jeunes pour s'insérer sur le marché du travail et s'y stabiliser suscitent en effet une compassion largement répandue et tout à fait légitime de la part des aînés. À une ou deux générations de distance, ces difficultés paraissent sans commune mesure avec ce que pouvaient connaître les jeunes des années 1970 ou 1980, et ce alors même que le niveau moyen de formation a sensiblement augmenté entre temps. Sévérité ensuite : tous les jeunes ne se valent pourtant pas aux yeux de la société. Ceux qui viennent des quartiers populaires, en particulier, sont immédiatement soupçonnés de violence, d'insoumission aux règles communes, de paresse, etc. Ils sont considérés, en somme, comme une menace pour l'ordre social. Ce sont pourtant eux qui connaissent les plus grandes difficultés d'insertion sur le marché du travail. Chez eux, les fragilités et les insuffisances de la formation initiale se conjuguent souvent aux effets de diverses discriminations silencieuses liées à leur origine supposée ou, plus simplement encore, aux préjugés qui entourent le quartier où ils ont grandi.

L'opinion a donc ses contradictions. Cela n'a rien de très nouveau en soi. Le problème est qu'en l'espèce, ces contradictions rendent l'exercice politique particulièrement délicat. Car, à bien y réfléchir, ceux sur lesquels se concentre la sévérité du regard social sont précisément ceux à l'égard desquels l'empathie serait la plus justifiée. Cette situation soulève une autre question : une politique sociale à destination de tous les jeunes serait-elle socialement plus acceptable qu'une politique qui concentre ses efforts sur ceux qui en ont le plus besoin ? A priori, l'équité commande de donner plus à ceux qui ont moins. C'est le principe qui a dominé, par exemple, la mise en place des Zones d'éducation prioritaire. En même temps, ces politiques agissent comme une stigmatisation des plus démunis et les désignent au regard social comme ceux dont il faut s'éloigner autant que possible. A fortiori quand pèsent sur les quartiers populaires les préjugés évoqués plus haut. De fait, il est peut-être temps, dans l'intérêt de toutes les jeunes, de réévaluer l'intérêt de politiques sociales plus universelles.



**Alternatives
Économiques**

THIERRY PECH

Directeur de la rédaction,
Alternatives Économiques

→ PAROLES DE JEUNES

DANS LES QUARTIERS, UNE IMPRESSION DE FATALITÉ

DES BÉNÉVOLES ET VOLONTAIRES INVESTIS À L'AFEV S'EXPRIMENT SUR LEURS EXPÉRIENCES PERSONNELLES ET SUR LE QUOTIDIEN DES JEUNES QU'ILS ACCOMPAGNENT.



> RIJA RANAIVO, 21 ans, Volontaire 93, étudiant en arts plastiques : « Le logement détermine notre orientation, il fait partie de notre identité. Qui que nous soyons, l'endroit d'où l'on vient va beaucoup déterminer le parcours. Comme une sorte de prison, de cage qu'on ne choisit pas. »

> GLADYS BAH, 21 ans, Volontaire (94), étudiante en sociologie : « Dans nos accompagnements avec nos jeunes, j'ai l'impression que dès le départ, avant même qu'ils naissent, ils sont déjà condamnés à l'exclusion. Ils ont déjà moins de chances de s'en sortir et ils le ressentent. Et cette sensation empêche d'aller de l'avant. Ce qui me révolte le plus, c'est que c'est ancré dans le système et ça donne une impression de fatalité désespérante. »

> JEAN-BAPTISTE ALIX, 26 ans, Volontaire (92) en étudiant droit : « Ils n'ont pas confiance en eux, pas confiance en la société et la société n'a pas confiance en eux. Ils ne sont pas reconnus et c'est assez amusant qu'on dise un « jeune actif » qu'à partir du moment où il a un emploi. »

> AURORE DU ROY, 21 ans, Volontaire (93) : « La discrimination positive, clairement, ça ne marche pas ! »

> YASMINE BOUEYA, 23 ans, Volontaire (93) étudiante en sociologie : « Moi ce que j'ai compris, c'est que ça coûte cher de faire redoubler un élève, donc pour économiser, on réoriente en BEP. Moi on a voulu me le faire, j'ai lutté. On voulait m'envoyer en BEP « Tu seras bien, tu feras des massages ». J'ai envie d'apprendre, j'ai envie de me cultiver, je n'ai pas envie d'aller masser les gens ! »

> RIJA : « Paradoxe, les filières professionnelles sont moins privilégiées face aux études mais les jeunes qui font des études longues ne sont pas mieux lotis. »

> YASMINE : « En fait, ce qui s'est passé en mai 68, c'est comme un poids pour nous. En gros on n'est pas de bons héritiers, on ne suit pas bien, on est à côté... »

> GLADYS : « Je pense que les jeunes sont très angoissés et très préoccupés par leur avenir, et que ça s'assombrit tellement qu'ils ne voient pas d'échappatoire. Ça les travaille dans leur choix d'études et dans la vie quotidienne. »

ANNE-FLORA MORIN POUILLARD

Des jeunes engagés s'expriment sur le blog « 2012 est à vous ». Extrait.

→ GLADYS BAH



Volontaire à l'Afev dans le 94, étudiante en sociologie

Nous savons tous que notre place dans le monde professionnel sera extrêmement difficile à acquérir. On nous parle de filières bouchées, de chômage massif, de retraites qui seront inexistantes, de surdiplômés...

Nous travaillons toujours plus pour passer en année supérieure, mais pour gagner quoi ? Nous avons tous l'impression d'avoir été bernés, que la société ne tiendra pas ses engagements. Nous avons tous été poussés dans le tas, vers des études longues, promesse d'un métier stable et d'un revenu suffisant.

Cependant, on ne nous a pas appris à choisir nos études en fonction d'un projet personnel. Les études professionnelles sont bannies, présentées comme des voies non-intellectuelles et destinées à former les prochains ouvriers. Mais c'est là qu'est l'avenir de notre pays.

La plupart des jeunes aujourd'hui ont besoin d'être formés vite et d'accéder rapidement à un travail qualifié. (...)

JEUNESSES : UN DEVOIR DE CONFIANCE, EXTRAIT DE LA TRIBUNE D'ELISE RENAUDIN ET CHRISTOPHE PARIS DE L'AFEV

« La première demande des jeunes est de ne plus être classés comme une catégorie à part, qu'il faudrait protéger, ou au contraire dont il faudrait se protéger. Ils sont conscients de la difficulté de la situation et sont prêts à l'affronter. Ils souhaitent être traités comme des citoyens de plein exercice, responsables et investis comme les autres générations. (...) La deuxième revendication forte s'articule autour du droit à l'erreur et à la seconde chance. Les parcours de formation et de vie professionnelle ne sont plus linéaires et les jeunes sont de plus en plus nombreux à connaître des phases de leur vie sans « statut ». Ce d'autant plus que l'organisation du système de formation initiale est encore largement tournée vers la sélection des meilleurs et laisse de côté les plus en difficulté. (...) Par ailleurs, le monde du travail est régi par une génération qui privilégie les organisations hiérarchisées, verticales, alors que les jeunes développent d'autres modèles de structuration, amenés par Internet et les réseaux sociaux. (...) Il est donc nécessaire de reconnaître ces évolutions des trajectoires individuelles, d'accompagner les moments de transition et de considérer toute erreur comme un apprentissage positif. »

Pour lire la tribune dans son intégralité - www.jeunessesolidaire.org

RETROUVEZ PLUS D'ARTICLES SUR LE BLOG DE L'ÉTUDIANT, ESPACE D'EXPRESSION CITOYENNE OUVERT AUX 16 À 25 ANS, LYCÉENS, ÉTUDIANTS ET JEUNES ACTIFS, QUI VEULENT BLOGUER LA PRÉSIDENTIELLE.

<http://blog.letudiant.fr/les-jeunes-bloguent-la-presidentielle-2012/>



→ PORTRAIT



J'AI BEAUCOUP DONNÉ ET REÇU ÉNORMÉMENT

JEAN-BAPTISTE GIUGLARIS, ÉTUDIANT EN 2ÈME ANNÉE DE PSYCHOLOGIE EST VOLONTAIRE À L'AFEV NICE DEPUIS DÉCEMBRE 2011, IL REVIENT POUR NOUS SUR SA MISSION AU COEUR DU LYCÉE PROFESSIONNEL VAUBAN

Changer les représentations

Du haut de ses 20 ans, Jean-Baptiste Giuglaris avoue qu'il a un peu appréhendé avant de commencer sa mission au lycée professionnel Vauban. Soutenu par le proviseur adjoint, Monsieur Mollin, il a su vite se faire une place et devenir un véritable confident pour certains lycéens. Remotiver les lycéens et lutter contre le décrochage scolaire en apportant aux lycéens une oreille attentive et quelques conseils pour les aider à trouver l'orientation qui leur conviendra le mieux, tel est le but de la mission de Jean-Baptiste.

Le foyer Vauban, lieu de vie et de ressource entièrement dédié aux lycéens est occupé 2 demi-journées par semaine par Jean-Baptiste. Le volontaire se tient à la disposition des lycéens qui le souhaitent pour échanger sur leur parcours, leurs envies, leurs opinions... Il est également présent pour leur apporter un soutien dans l'élaboration d'outils tels qu'un CV ou une lettre de motivation, les informer et les orienter vers des ressources disponibles ou les mettre en relation avec d'autres étudiants. Le rôle de Jean-Baptiste n'est pas de se substituer à un conseiller d'orientation mais plutôt venir en complément d'autres initiatives portées par le lycée dans le but de guider au mieux les lycéens dans leur choix d'orientation.

«Ma mission, c'est faire du lien et bousculer les représentations.

Permettre à des élèves et des enseignants de prendre un café ensemble : ça change déjà pas mal de choses ! Une fois, un des enseignants s'est mis à improviser au synthé dans le foyer. Les lycéens étaient impressionnés ! Je crois qu'ils n'avaient jamais vu leur prof comme ça ! »

Et parce que la remotivation passe aussi par les activités ludiques, Jean-Baptiste organise des activités extra-scolaires comme des tournois de babyfoot, des jeux de cartes... Avec l'aide de Pascale, une autre volontaire il a même mis en place un ciné-débat qui a lieu toute les 2 semaines au foyer pour donner la parole aux lycéens et les faire réagir sur des thématiques qui les touchent directement.

Un réel bénéfice pour tous

Après quelques mois d'intervention dans ce lycée, Jean-Baptiste est vraiment enthousiaste. Les lycéens viennent spontanément vers lui pour obtenir des conseils sur leur orientation mais également sur d'autres sujets.

« Je vois concrètement les fruits de mes actions » confie Jean-Baptiste comme une preuve d'un réel épanouissement à la fois pour lui et pour les jeunes qu'il accompagne.

PATRICIA N'DEPO

→ TOUS ACTEURS DES QUARTIERS



« À LA RENCONTRE DES CULTURES DU MONDE »

LA CITÉ CHAUFOURNIERS A OPTÉ POUR L'APPRENTISSAGE LUDIQUE POUR FAIRE DÉCOUVRIR AUX ENFANTS DU QUARTIER D'AUTRES CULTURES.

La cité Chaufourniers, dans le 19e arrondissement de Paris, accueille des familles de plusieurs nationalités : une richesse sur laquelle les bénévoles de l'Afev s'étaient appuyés l'an dernier pour monter un projet théâtral sur les pays d'origine de la dizaine d'enfants du primaire qui participaient au projet. Changement de prisme cette année : destination le pôle Nord, le Japon ou encore l'Océanie ! « L'objectif c'est de faire découvrir à ces enfants des cultures qu'ils ne connaissent pas, par un biais ludique : ils ont par exemple réalisé des masques chinois, ou encore calligraphié des caractères cyrilliques, explique Carole Mingo, chargé de développement local de l'Afev à Paris. C'est aussi le prétexte de visites dans des quartiers de Paris où ils n'ont pas souvent l'occasion de se rendre. » Après une première visite sur l'île de la Cité, c'est au musée Branly que les enfants et les bénévoles de l'Afev vont prochainement se rendre, à

la découverte des civilisations d'Asie et de Polynésie. Ensuite c'est au théâtre que le voyage va continuer : les enfants ont commencé à écrire une pièce, et ont décidé de la situer aux Etats-Unis. Le thème : l'école et le collège. Des saynètes sont en cours d'écriture, qui dévoilent comment ces enfants sur le point de quitter le primaire voient leur quotidien et leur passage dans le monde des « grands »... Soutenue par des associations locales comme le groupe des Commun'arts qui réalisera les décors, la pièce sera jouée devant les camarades d'école et les familles des enfants impliqués dans le projet.

PAUL FALZON-MONFERRAN

→ INITIATIVES

ATD QUART MONDE L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE DE TOUS

L'AFEV EST L'UN DES SIGNATAIRES DE CETTE PLATEFORME PRÉSENTÉE LE 13 MARS DERNIER.

Les enfants des familles les plus défavorisées souffrent de parcours scolaires douloureux liés à la précarité, au mal-logement, à la stigmatisation... ATD Quart Monde a proposé à tous les acteurs de l'École (syndicats, parents d'élèves, mouvements pédagogiques), de construire ensemble une École de la réussite de tous.

Renseignements : www.ecoledetous.org

EMMAUS ORGANISE DES CHANTIERS D'ÉTÉ

CHAQUE ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION EMMAÛS ORGANISE DES CHANTIERS D'ÉTÉ.

Communautés et comités d'amis ouvrent leurs portes entre le 15 juin et le 15 septembre à des bénévoles venus du monde entier. Les inscriptions sont gratuites, les bénévoles sont logés, nourris, blanchis. Le programme des chantiers varie d'un groupe Emmaüs à l'autre mais les jeunes présents travaillent aux côtés des bénévoles présents à l'année et des compagnons : au tri des dons, à la vente, à la récupération (activités de réemploi), des travaux de peinture et de jardinage sont aussi souvent proposés. Faire un chantier d'été, c'est donner un coup de main, mais aussi découvrir les environs : de nombreuses sorties sont prévues (culturelles, sportives et festives)

Renseignements : www.volontariat-emmaus.com

Hypertexte

Gouverner la ville mobile

Comme l'indique Philippe Estèbes dans son propos introductif, « le design » institutionnel des territoires est un chantier permanent. La dynamique de décentralisation initiée au début des années 80 se poursuit tant bien que mal en prenant appui sur un désir croissant d'autonomie des collectivités locales. Au-delà des réformes proposées et impulsées par l'Etat central, l'émergence de phénomène tel que la métropolisation s'inscrit dans des dynamique plus large liées, notamment, aux enjeux de la mondialisation et de la construction européenne. Un des aspects novateur de la réflexion de l'auteur est de considérer que les mobilités des individus, qui ont cru ces dernières décennies, contribuent à faire évoluer les modes de gouvernance locaux. Les personnes sont de moins en moins attachés à un territoire unique. Ils composent avec des espaces de vie qui recouvrent plusieurs fonctions : résidentielle, professionnelle ou récréatives. Celles-ci au regard des politiques d'aménagement et des dynamiques d'attractivités peuvent évoluer dans le temps. Cette situation implique, selon Philippe Estèbes, de dissocier le citoyen, l'usager et l'habitant de la ville du 21ème siècle. Il indique la nécessité de conjuguer au mieux des cadres légaux fixent et des facteurs de vie sociale mobiles. Son essai invite à constituer des gouvernements urbains à l'échelle métropolitaine. Pour lui, il s'agit d'une résurgence des Cités-Etats. Un des principaux avantages pointé pour justifier des évolutions, est de considérer que plus le territoire est vaste plus la fonction de redistribution est possible. Ceci permet d'atténuer la ségrégation spatiale et de diffuser au mieux des ressources rares telles que l'éducation ou la santé par exemple. L'objectif est de renforcer le brassage social entre les groupes sociaux et d'éviter la fragmentation de la ville.

Ainsi, le gouvernement local doit en plus de la proximité intégrer désormais la mobilité. Car si « l'apprentissage politique se fait dans la proximité, l'émancipation politique se fait grâce à des appartenances à des entités plus larges et plus abstraites. »

Philippe Estèbes – Gouverner la ville mobile / PUF 2008



JÉRÔME STURLA
Chargé de Mission à l'Afev

RASED SAUVER ET DÉVELOPPER

POLITIQUE A RISQUE POUR LES ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ

A partir de la rentrée 2012, plus de 250 000 élèves par an n'auront plus d'aides spécialisées via les RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté). Le collectif RASED lance un appel dont l'Afev est signataire pour sauver et développer les RASED.

Renseignements : www.collectifrased.org

→ ACTUALITÉ

C'est pas trop dur ?

« Vous n'êtes pas adaptée au système »

Au Microlycée, on accueille des jeunes de 16 à 25 ans qui ont été déscolarisés pendant des mois, voire des années, et qui veulent reprendre leurs études, obtenir un baccalauréat (général !) et poursuivre dans le supérieur. Des décrocheurs, comme on les appelle, qui n'ont pas choisi de quitter l'école, contrairement à l'image que l'on s'en fait. Mal orientés, soumis à des problèmes personnels trop lourds, obligés de gagner leur vie ou tout cela en même temps ; ils ont d'abord commencé par l'échec scolaire (le premier décrochage), l'ennui, la perte du désir, une orientation subie, de l'absentéisme, et parfois, une exclusion. L'abandon sous toutes ses formes. En général, on ne les a pas retenus. Ils traversent alors une forme de désert, où la relégation sociale s'ajoute à la relégation scolaire. Une fois « repentis », quelques regrets et blessures en poche, ils cherchent à ré-intégrer l'école. Ils frappent à toutes les portes. Ils demandent du diplôme, ils demandent du système... Trop vieux, trop coupés du monde scolaire, n'ayant pas fait la bonne filière, ils sont refusés partout. Et acceptés chez nous. Mais tout n'est pas simple, et nous faisons face à leurs contradictions : en demande de norme pour obtenir un sésame à travers le diplôme, ils leur est souvent difficile de se réadapter aux codes... Il faut donc faire vivre cette petite communauté, entre individuation et vie collégiale. Et parfois il faut, comme ailleurs, rappeler à l'ordre. C'est ainsi que j'ai reçue récemment Maimouna dans mon bureau...

Je commence par lui dire qu'elle exagère : elle est insolente, elle passe son temps à recevoir des messages en cours, elle nous ment souvent, elle ne s'ouvre pas assez aux autres. Elle ne joue pas le jeu de notre structure, pourtant fondée sur la confiance. En même temps, Maimouna traverse tout Paris pour venir à la Courneuve étudier, elle a de très belles analyses, de solides connaissances, et je lui répète qu'il ne fait aucun doute qu'elle peut obtenir son bac littéraire. Tout en lui parlant, je ressors son dossier. Un peu farouche, elle ne se laisse pas approcher : je la connais moins que d'autres. Elle a redoublé sa seconde, récemment déménagé, et on n'a jamais vu ses parents, séparés. Dans son ancien lycée, elle n'avait pas obtenu son passage en Première L (nous l'avons acceptée dans cette classe), pourtant elle avait 13,5 en français et des appréciations notant ses fortes capacités. Mais on lit : « comportement inadmissible », « absentéisme », « choisit ses matières ». Je lui fais la morale, en lui montrant qu'au Microlycée elle reproduit les mêmes écarts, alors que le contrat est différent. Et puis soudain, je lis sur un bulletin la dernière remarque du proviseur qui l'a exclue : « Vous n'êtes pas adaptée au système ». C'est la première fois que je lis cela. Je suis effarée. La sentence, le couperet. Vous êtes inadaptée, et il faudrait l'être, vous êtes un mauvais exemple pour ceux qui font l'effort de se plier aux règles, qui se laissent formater. On ne va pas non plus faire l'effort de s'adapter à vous, encore moins de vous éduquer, de vous aider à réussir, même si vos capacités scolaires sont reconnues. Vous agressez le système, il vous renvoie le miroir. Il est plus fort que vous. Alors j'ai cessé mes réprimandes, je me suis rappelée que nous étions là pour le réparer un peu, ce système, même à toute petite échelle, pour y faire entrer toutes les singularités, les ailes trop larges et les fronts trop hauts. Je m'en suis voulue d'avoir fait pleurer cette tête de mule, et j'ai pensé : ne change rien Maimouna, réussis ton bac, puis va résister de l'intérieur, entre dans leur système et montre-leur de quoi tu es capable. J'avais envie de lui demander pardon.



NATHALIE BROUX,
Professeure au lycée Jacques-Feyder
à Épinay-sur-Seine (93)
Coordinatrice du Microlycée
de la Courneuve

UNE CAMPAGNE SIGNÉE MAGNUM POUR FÊTER LES 20 ANS D' ACTIONS DE L'AFEV

L'AFEV ET LA FONDATION BNP PARIBAS ONT FAIT APPEL À PETER MARLOW DE L'AGENCE MAGNUM POUR ILLUSTRER L'ACTION PORTÉE DEPUIS 20 ANS PAR DES MILLIERS DE BÉNÉVOLES.

14 CLICHÉS A RETROUVER SOUS FORME D'EXPOS PARTOUT EN FRANCE

« Regard sur les 20 ans de l'Afev » tel est le titre de l'exposition événement qui circulera dans toute la France à compter du mois de mars et jusqu'à la fin de l'année 2012. Peter Marlow, photographe Anglais de l'agence Magnum Photos, affectionne le format carré 6 x 6 pour construire des images où les verticales jouent un large rôle. Sa gamme de couleur douce et ses atmosphères épurées donnent une sensation de sérénité à ses images.

Cette exposition événement, composée de 14 photos représentant chaque binôme deux fois, une à l'intérieur, une à l'extérieur, transmet ce qui est difficile de transmettre, l'engagement et la passion de ses bénévoles, et rend visible ce lien si singulier qui se crée entre deux jeunes. Elle circulera de Nancy à Nantes, de Lille à Perpignan en passant dans plus de 30 villes. Accueillie dans les mairies, les conseils régionaux, les universités, cette exposition donnera à voir l'Afev mais permettra aussi d'organiser des temps de remerciement des bénévoles actuels et passés, ceux qui ont fait l'afev et la réussite de son projet solidaire. Un concours photo ouvert à tous les bénévoles permettra de poursuivre le projet.

L'histoire de cette exposition est aussi celle d'une rencontre entre les équipes de l'Afev et celle de la Fondation BNP Paribas, qui suit, accompagne et aide l'Afev depuis plus de 15 ans, dans son développement, sa consolidation, et aujourd'hui dans la diversification de ses terrains d'engagement.

REGARD SUR LES 20 ANS DE L'AFEV



Anthony et Maurice



Théo et Stacy



→ <http://20ans.afev.org>

→ www.afev.pourunmondequichange.com

VOLONTAIRES ! N°29 | JANV-MARS 2012

Publié par l'Afev - 26 bis, rue de Château Landon 75010 Paris - Tél. : 01 40 36 01 01 - Email : pole.national@afev.org - Directrice de la publication : Nathalie Ménard - Coordination, rédaction, réalisation : Nathalie Broux, Magali de Exposito, Manuel Domergue, Paul Falzon-Monferran, Anne Gilles, Eunice Mangado-Lunetta, Patricia N'depo, François Perrin, Elise Renaudin, Thibault Renaudin, Jérôme Sturla, - Crédits photographiques : D.R, Sébastien Jourdan, Afev - Conception Graphique : Génaro Studio (Lyon) - Maquette/PAO : Patricia N'Depo - Impression : Rotimpres - www.rotimpres.com - ISSN 17654408